

BULLETIN OFFICIEL

DES

ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

N° 11. — Novembre 1856.

N° 113. — *CIRCULAIRE ministérielle* (Colonies : bureau du Personnel et des Services militaires) *au sujet de l'augmentation de l'indemnité de literie de la gendarmerie.*

Paris le 14 novembre 1856.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR, — L'insuffisance de l'indemnité de literie allouée aux sous-officiers et gendarmes m'a été plusieurs fois signalée par les administrations coloniales.

Cette indemnité a été récemment fixée à 60 fr. par homme pour la gendarmerie départementale. Le tarif préalablement adopté pour la gendarmerie coloniale ne pouvait donc être plus longtemps conservé, et l'administration de la Martinique a pris une louable initiative en le portant de la somme brute de 74 fr. 22 c. à celle de 123 fr. 70 c.

Il importe que cette mesure soit généralisée, et je vous invite à donner des ordres pour qu'elle soit mise en vigueur en Océanie, en faisant figurer à cet effet les sommes nécessaires parmi les dépenses obligatoires du service Local.

L'indemnité de literie se décompte comme la solde et se paye aux militaires nouvellement admis dans la gendarmerie départementale en deux années, à compter de leur arrivée au corps. Toutefois, pour faciliter aux hommes l'achat de leurs objets de couchage, l'imputation de la dépense peut avoir lieu sur la masse individuelle, sauf versement à cette masse du montant de l'indemnité. C'est de cette manière que devra procéder l'administration de l'Océanie à l'égard de la gendarmerie coloniale, en faisant d'ailleurs remonter le paiement, comme pour la solde, au jour de leur nomination.

Dans le cas où la masse individuelle serait insuffisante, il y sera